

## Le Rwanda et le Burundi veulent rétablir la sécurité à leur frontière commune

@rib News, 27/08/2020 Source AFP Les chefs des services de renseignement militaires du Rwanda et du Burundi se sont engagés mercredi à œuvrer au rétablissement de la sécurité à la frontière entre les deux voisins de la région des Grands Lacs, dont les relations sont tendues depuis plusieurs années et marquées par de nombreux incidents frontaliers, a annoncé le facilitateur du dialogue.

Cet engagement a été pris lors de la première rencontre publique en cinq ans entre hauts responsables des deux pays, qui a eu lieu mercredi au poste-frontière de Nemba, dans le district rwandais de Bugesera. La rencontre est tenue sous l'égide de la Conférence internationale pour la région des Grands lacs (CIRGL), à laquelle appartiennent le Rwanda et le Burundi, inquiète des frictions continues entre les deux pays. Il s'agissait de répondre à la persistance de tensions sur la frontière commune, car les nombreux incidents malheureux qui s'y sont produits ont préoccupé la CIRGL, a indiqué dans un communiqué publié mercredi soir le facilitateur du dialogue pour la CIRGL le colonel Léon Mahoungou. « Je me réjouis des résultats auxquels vous êtes parvenus au terme de vos échanges », s'est-il félicité. « Je note également et avec beaucoup de satisfaction que la rencontre a débouché sur votre engagement à œuvrer pour le retour de la sécurité sur vos frontières communes ». Cette rencontre avait précédé des échanges directs entre les chefs d'état-major des deux armées après l'arrivée au pouvoir en juin du président burundais, Ndayishimiye, a expliqué un haut responsable militaire burundais ayant requis l'anonymat à l'AFP. Le Rwanda et le Burundi entretiennent depuis cinq ans des relations exécrables, marquées par une profonde défiance et par plusieurs attaques meurtrières commises par des groupes rebelles sur leurs sols respectifs. Le Burundi a accusé son voisin d'armer et d'entraîner des groupes rebelles hostiles au régime du président défunt Pierre Nkurunziza, dont la candidature controversée à un troisième mandat en 2015 avait plongé le pays dans une crise politique majeure. Nkurunziza est décédé le 8 juin, officiellement d'un arrêt cardiaque. L'opposant Ndayishimiye, une figure clé du parti au pouvoir, élu président le 20 mai, a pris ses fonctions le 18 juin. De son côté, le Rwanda accuse le Burundi d'abriter plusieurs groupes hostiles au régime du président Paul Kagame, notamment des membres du groupe rebelle hutu des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). Après l'entrée en fonction de M. Ndayishimiye, le président Kagame a dit espérer qu'une nouvelle ère s'ouvrirait et que des discussions directes seraient possibles pour favoriser la paix. Son homologue burundais a lancé des signaux contradictoires, mais a aussi dit être prêt à vivre en bonne intelligence avec tous ses voisins. La rencontre de mercredi coïncide avec le début jeudi du rapatriement volontaire au Burundi, sous les auspices du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), de quelque 500 Burundais réfugiés au Rwanda. Ce geste de bonne volonté du Rwanda était réclamé par les autorités burundaises.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});